

Classe fermée à Saint-Langis : le recours de la mairie rejeté

Malgré un recours en justice et une écrasante opposition à la fermeture de la classe, la décision de supprimer une classe a été entérinée.



Bernard Surcin et Alain Sauvage ont écrit au ministre de l'éducation nationale.

Il n'y aura pas eu de miracle à Saint-Langis-Lès-Mortagne. Si la mairie avait porté un recours auprès du tribunal administratif pour s'opposer à la fermeture d'une classe, il n'aura finalement rien donné.

« Le juge n'a même pas étudié notre dossier, estimant que nous n'avons aucun moyen de prouver que cette fermeture de classe va nous faire perdre des élèves, ou qu'elle met en péril l'école », détail Alain Sauvage, conseil municipal.

[Une dernière rentrée à l'école primaire de Saint-Langis-Lès-Mortagne ?](#)

Au-delà de ce recours, c'est le procédé que les élus contestent. « Il y a eu plusieurs réunions CDEN (Conseil départemental de l'Éducation Nationale, N.D.L.R.) Tout le monde s'oppose à cette fermeture depuis le début, en tout cas une large majorité, mais on ferme quand même. Où est la démocratie ? À quoi ça sert de voter si de toute façon l'avis général n'est pas pris en compte ? »

L'élu de Saint-Langis, qui a suivi de près les réunions, évoque une écrasante majorité de contre "contre la fermeture" et une abstention, celle de Virginie Valtier. « On aurait bien aimé un peu de soutien de la maire de Mortagne », regrette, agacé, Bernard Surcin, le maire de la commune. Pourtant l'académie a tranché en faveur de la fermeture. « Cette décision n'a toujours pas été justifiée », explique Alain Sauvage. Problème, le CDEN est composée d'élus, de représentants d'associations et des syndicats, qui émettent seulement un avis consultatif. Autrement dit, même l'intégralité des sièges ne peut faire infléchir la décision.

La mairie a demandé des explications en envoyant un courrier au ministre de l'éducation nationale. En attendant, la situation semble bien gérée par l'enseignant qui fait cours avec 25 enfants dans 5 niveaux. « Après un mois de rentrée, les parents sont dans l'attente », affirme Bernard Surcin.